



«Il y a une rupture entre gouvernants et gouvernés en Algérie»



Les forces de sécurité algériennes, près de Beni Amrane, où a lieu un attentat dimanche (AFP).

Khadija Mohsen-Finan, spécialiste du Maghreb et chargée de recherches à l'Institut français des relations internationales (Ifri), revient sur la dernière vague d'attentats en Algérie.

RECUEILLI PAR FRANÇOIS MEURISSE
LIBERATION.FR : lundi 9 juin 2008

En moins d'une semaine, cinq attaques attribuées à la branche algérienne d'Al-Qaeda ont eu lieu dans le pays. Pourquoi maintenant?

Actuellement se tient la Foire internationale d'Alger, un événement très important pour la ville et le pays. C'est peut-être lié car c'est une réunion très médiatisée. Les chefs d'entreprise s'y étant donné rendez-vous, les cibles privilégiées de la branche algérienne d'Al-Qaeda sont réunies. Il y a donc une grande visibilité pour elle. Ce qui correspond à sa logique ou plutôt à la logique qu'on prête au réseau car il ne faut pas oublier qu'avec Al-Qaeda, on fait souvent les questions et les réponses. Il est possible qu'ils reprennent à leur compte des arguments et des explications qu'avancent les observateurs.

Les attentats n'ont pas été revendiqués. Est-il possible que la branche algérienne d'Al-Qaeda ne soit pas derrière ces attaques?

Je ne le pense pas. Cela répond à leurs intérêts et cela ressemble beaucoup à leurs méthodes. Mais en Algérie, il y a une théorie qui veut que le pouvoir soit impliqué dans ces attaques. Je n'en crois rien mais il serait nécessaire de savoir pourquoi les Algériens croient cela. D'après moi, c'est parce qu'il y a une rupture entre gouvernants et gouvernés. Les habitants ne croient pas que le mal puisse venir d'ailleurs que du pouvoir. Mais si le pouvoir est impliqué, il faut aller plus loin que les simples accusations. S'il n'est pas impliqué, cela montre qu'il n'y a pas de consensus autour de lui, ni même contre le terrorisme.

Quel est le message envoyé par l'organisation terroriste?

Il y en a plusieurs. La branche algérienne d'Al-Qaeda montre d'abord qu'elle est assez forte pour s'attaquer aux étrangers, et même les tuer. Il faut d'ailleurs noter que l'entreprise Razel (dont un ingénieur a été tué dans la dernière attaque dimanche, ndlr) avait décidé l'an dernier de rester en Algérie. C'est ensuite une façon de défier le pouvoir algérien, en faisant un pied de nez à la réconciliation nationale.

Justement, le pouvoir semble très silencieux...

Le pouvoir pourrait en effet profiter de ces attentats pour décrédibiliser le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat, rebaptisé l'an dernier Al-Qaeda au pays du Maghreb islamique, ndlr). Or, il laisse aller bon train les rumeurs. Le ministre de l'Intérieur est peut-être allé beaucoup trop loin en affirmant que le terrorisme avait été éradiqué dans le pays, qu'il ne restait que quelques foyers, etc. Le flou dans les réponses apportées dernièrement par le pouvoir montre son impuissance à contrer l'idée qu'il est impliqué dans les attaques. Il est aussi possible qu'il y ait une guerre intestine au sein même du pouvoir. Une branche de l'armée pourrait chercher à viser une partie de l'exécutif. Comme la Présidence pourrait chercher à impliquer une partie de l'armée dans les attentats. En réalité, le schéma est très opaque et il faut se garder d'une explication unique dans cette affaire.

<http://www.liberation.fr/actualite/monde/330804.FR.php>

© Libération